

LE TEMPS

formation 17:21

Trop de maturités en Suisse? Les qualifications demandées par l'économie suggèrent le contraire

Par Daniel Oesch

Trop de matus égale plus de chômage? Les propos de Johann Schneider-Ammann continuent de faire des vagues. «Le Temps» a ouvert le débat en accueillant largement sur son site et dans ses colonnes les réactions. Aujourd'hui, contribution de Daniel Oesch, professeur assistant à l'Institut des sciences sociales de l'Université de Lausanne, pour qui le ministre se trompe. Et vous, qu'en pensez-vous? Participez à notre forum et exprimez-vous!

Dans un entretien donné à la presse alémanique, le conseiller fédéral Schneider-Ammann avait souhaité que davantage de jeunes choisissent un apprentissage plutôt que de faire une maturité. Un tel choix serait plus compatible avec une société stratifiée en pyramide, avec quelques intellectuels en haut et de nombreux artisans en bas. De plus, ce choix permettrait de réduire le chômage, celui-ci étant plus élevé dans les cantons où davantage de jeunes font une maturité. Ces propos n'ont pas seulement heurté les responsables romands de l'Instruction publique, soucieux de l'égalité des chances. Ils paraissent aussi très curieux d'un point de vue économique. Tous les indicateurs disponibles suggèrent que la demande des entreprises suisses pour les diplômés des universités et hautes écoles a augmenté. Il suffit ainsi d'observer l'évolution récente de l'emploi, de la migration et du chômage pour mettre en cause les propos de notre ministre de l'Economie.

Commençons d'abord avec l'évolution de la structure de l'emploi. Un simple exercice nous permet de voir où le marché du travail suisse a crû et où il a décliné depuis 1991. Pour cela, nous classons toutes les professions sur la base de la durée de formation requise. Puis, nous les regroupons dans cinq catégories à taille égale, appelées «quintiles». Le quintile 1 englobe les professions les moins exigeantes au niveau de la formation (comme les nettoyeurs et manœuvres) et le quintile 5 les professions les plus exigeantes (comme les médecins et avocats). Pour déterminer le changement, nous pouvons observer l'évolution de l'emploi dans chaque quintile. Le résultat est univoque: entre 1991 et 2008, le marché du travail suisse a surtout créé des postes dans les professions les mieux qualifiées du quintile 5. La croissance de l'emploi était aussi substantielle dans les professions qualifiées du quintile 4, alors que l'emploi a décliné dans les professions des quintiles 1 à 3 qui requièrent des formations moins longues. De toute évidence, l'évolution de l'emploi nous éloigne chaque année davantage d'une société en pyramide.

La demande pour les formations de l'économie peut aussi être évaluée à l'aide des données sur la migration: quels sont les besoins de qualification que les entreprises suisses satisfont avec de la main-d'œuvre étrangère? Un récent rapport fédéral constate que plus de la moitié des travailleurs immigrés en Suisse dans le cadre de la libre circulation détiennent un diplôme d'une haute école ou d'une université. Le niveau de formation des nouveaux immigrés – notamment des Allemands et des Français – dépasse ainsi largement celui de la population résidente suisse. Déjà en 2010, l'économiste bâlois George Sheldon avait soulevé que la Confédération s'affairait bruyamment autour du système d'apprentissage, alors que le principal manque de personnel se situait au niveau des gens avec une formation tertiaire. Grâce à la libre circulation, les entreprises peuvent parer ce manque en important

les travailleurs très qualifiés des Etats voisins. Ce sont donc eux qui peupleront le haut de la pyramide.

Un troisième élément qui nous permet de jauger les propos ministériels est l'analyse du chômage. En 1998, le taux de chômage était identique pour les individus avec un apprentissage et ceux avec un diplôme tertiaire. Depuis, l'écart s'est creusé continuellement. En 2010, le taux de chômage des personnes avec un apprentissage était 1,4 fois celui des universitaires. Même pour la minorité qui arrête la formation après la maturité, le taux de chômage ne se distingue pas significativement de celui des gens avec un apprentissage. Il est donc insensé de mettre l'apprentissage en concurrence avec la maturité. Tant qu'un diplôme tertiaire offre de meilleures perspectives d'emploi et de salaire qu'un apprentissage, le taux des maturités devra continuer à augmenter. Le vrai défi de la politique de formation réside ailleurs: comment réduire la proportion de jeunes qui quittent le système éducatif après l'école obligatoire? Ils sont en moyenne 10% par année – et le taux de chômage des individus sans formation secondaire supérieure est élevé: 8%, ou 2,7 fois celui des diplômés du tertiaire. Les apprentissages ont ainsi un réel potentiel de croître – mais en absorbant davantage de jeunes qui veulent arrêter leur formation après l'école obligatoire, plutôt qu'en barrant la route vers la maturité.

Au vu de ces chiffres, se pose la question de la façon dont le ministre de l'Economie est arrivé à son curieux diagnostic. Deux hypothèses semblent plausibles. La première est que l'ancien chef d'entreprise a extrapolé la situation de l'industrie des machines à l'ensemble de l'économie. Dans l'industrie suisse, 57% de la main-d'œuvre est passée par un apprentissage et 21% a fait une maturité gymnasiale. Mais l'industrie est peu représentative des secteurs de services en croissance. Si nous prenons l'exemple des services aux entreprises, nous constatons que seulement 46% du personnel est passé par un apprentissage, alors que 43% des employés ont terminé une maturité gymnasiale. La métaphore de la pyramide correspond mal à la réalité des branches en expansion comme le conseil, l'informatique ou la santé.

La deuxième hypothèse est que Johann Schneider-Ammann ne considère qu'une petite partie de la population comme étant apte à être scolarisée jusqu'au niveau de la maturité. Ce même scepticisme était très répandu dans les élites européennes au début du XXe siècle lorsqu'il s'agissait de rendre l'école secondaire obligatoire à toute la population. A chaque expansion du système de formation, les élites conservatrices craignaient un nivellement par le bas – et à chaque fois, leurs craintes se sont révélées infondées. Rien ne nous empêche donc d'investir davantage dans les compétences générales d'une partie grandissante de notre jeunesse en élargissant l'accès à la maturité. Au contraire, dans un contexte de rapide changement technologique, ce serait une erreur de ne pas le faire.

LE TEMPS © 2012 Le Temps SA